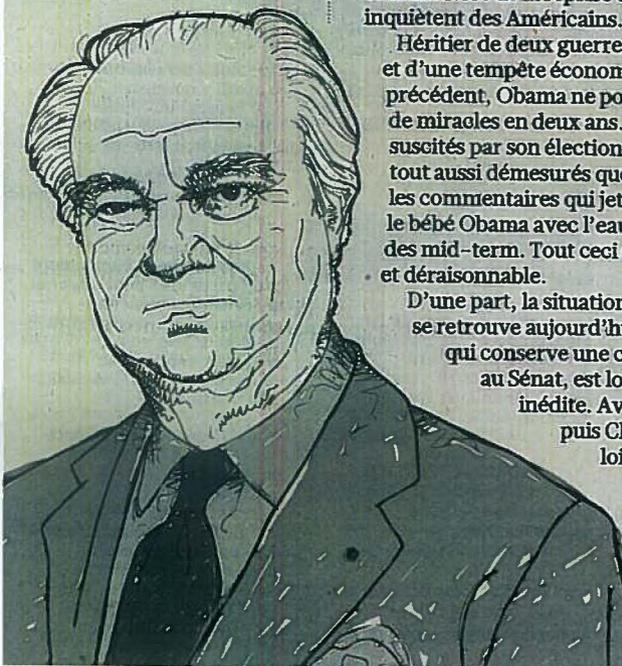


François Bujon
de l'Estang

Après la défaite des démocrates aux États-Unis, l'ambassadeur de France souligne que l'enjeu de 2012 dépendra des électeurs indépendants.



Obama face aux divisions républicaines

Le verdict des élections de mi-mandat est tombé. Il est sévère pour Barack Obama : les républicains ont infligé à la majorité sortante démocrate sa pire défaite depuis 1948.

Ce résultat n'a rien d'inattendu. La tradition américaine veut que les élections mid-term soient défavorables à l'administration en place, la cote de popularité d'Obama n'a cessé de fléchir depuis de nombreux mois, la persistance des effets de la crise financière de 2008 et la faiblesse de la reprise économique inquiètent des Américains.

Héritier de deux guerres étrangères et d'une tempête économique sans précédent, Obama ne pouvait pas faire de miracles en deux ans. Les espoirs suscités par son élection en 2008 étaient tout aussi démesurés que le sont les commentaires qui jettent aujourd'hui le bébé Obama avec l'eau du bain des mid-term. Tout ceci est excessif et déraisonnable.

D'une part, la situation dans laquelle se retrouve aujourd'hui le président, qui conserve une courte majorité au Sénat, est loin d'être inédite. Avant lui, Reagan puis Clinton, et plus loin de nous

Roosevelt puis Truman, ont perdu des élections de mi-mandat pour se faire ré-élire deux ans plus tard.

Les tactiques ont varié : certains (Reagan) ont tenu la dragée haute à leurs opposants au Congrès tandis que d'autres (Clinton) manoeuvraient habilement pour composer avec eux et s'attribuer in fine le mérite du bilan. À chaque fois, l'équilibre est précaire, et pour le président, qui chemine sur le fil du rasoir, et pour la majorité nouvelle, qui s'expose au risque de voir le président tirer la couverture à lui si elle coopère, ou de s'exposer à l'accusation d'engendrer la paralysie si elle choisit l'opposition radicale.

Au-delà de ce dilemme, l'équation, cette fois, se complique de trois facteurs spécifiques. D'abord la lame de fond libertaire et populiste que traduit le mouvement des Tea Party, dont l'impact électoral démontre qu'elle va compliquer sérieusement le jeu des républicains.

« Barack Obama peut se révéler dans l'adversité plus fin politique qu'il ne l'a démontré jusqu'à présent »

Ensuite, la persistance des difficultés économiques et la résilience du chômage, que l'ADN du corps social américain ne peut tolérer.

La personnalité d'Obama enfin, qui apparaît souvent, à tort ou à raison, comme un intellectuel froid et distant, plus prisonnier de son entourage que proche des préoccupations de ses concitoyens en difficulté, et hostile aux milieux d'affaires, moteur de l'économie du pays.

Aussi le scénario des deux années qui nous séparent de la prochaine élection

est-il aujourd'hui loin d'être écrit. Les premières déclarations des principaux protagonistes donnent le ton et laissent craindre un affrontement. Barack Obama, en se reconnaissant « humilié » par la défaite de son camp, a tendu la main à la nouvelle majorité républicaine, se disant prêt à coopérer, et sollicitant des propositions. Mais le futur « Speaker » républicain John A. Boehner et le chef de la minorité républicaine au Sénat Mitch McConnell ont adopté d'emblée un ton beaucoup plus belligérant en annonçant leur intention de réduire drastiquement le rôle et les dépenses de l'État et de revenir sur la réforme du système de santé, succès emblématique du président.

Il est clair que celui-ci ne parviendra plus à faire voter les réformes auxquelles

de paralysie de l'activité législative aux États-Unis. Mais les jeux ne sont pas faits. D'une part, Barack Obama peut se révéler dans l'adversité plus fin politique qu'il ne l'a démontré jusqu'à présent : tout dépendra de sa capacité à se réinventer, à changer de style de gouvernement, à remobiliser les électeurs indépendants qui l'ont porté au pouvoir en 2008 en apparaissant plus proche d'eux, en un mot plus humain. D'autre part, les républicains doivent de leur côté résoudre la tension fondamentale qui oppose en leur sein les modérés, aujourd'hui inaudibles, et les conservateurs et les populistes proches des Tea Party, tapageurs et intransigeants.

Pour les républicains, qui n'ont pas reçu de mandat clair lors des dernières élections, l'enjeu est de taille : pour reconquérir en novembre 2012 la Maison-Blanche et le Sénat, ils devront se rappeler que les élections se gagnent toujours au centre et qu'il leur sera plus nécessaire pour l'emporter de rallier les électeurs indépendants que de céder aux surenchères des Tea Party.

Au demeurant, l'économie, comme toujours, aura le dernier mot. Aucun président américain sortant ne peut se faire réélire si le taux de chômage avoisine les 10 % à la veille de l'élection. Mais aucune opposition ne peut l'emporter si elle ne trouve la clé de la relance : et celle-ci ne se trouve pas forcément dans la réduction draconienne des budgets fédéraux, le démantèlement du système de santé ou l'extension indéfinie des allègements fiscaux naguère édictés par l'Administration Bush.